

Cahier des charges

Expert(e) Suivi-Evaluation redevabilité et Apprentissage (SERA)

Table des matières

1. Informations générales	2
2. Contexte	2
2.1 Contexte général	2
2.2 Présentation du Projet E-SKILLS	2
3. Objectifs et résultats attendus	3
4. Descriptif de la prestation	4
Phase 1 – Lancement du projet	4
Phase 2 – Mise en œuvre du projet et évaluation finale	4
5. Livrables attendus	5
Phase 1 – Lancement du projet	5
Phase 2 – Mise en œuvre du projet et évaluation finale	5
6. Méthodologie et coordination	6
7. Profil souhaité	7
Annexe 1 – Matrice du cadre logique	9

1. Informations générales

Intitulé de la mission	Appui à l'élaboration, la mise en œuvre et le pilotage du cadre SERA du projet E-SKILLS à Djibouti
Bénéficiaire(s)	Expertise France et ses partenaires de mise en œuvre nationaux (MDENI, CCD, DCC, CLE, CRC)
Pays	Djibouti
Présence locale souhaitée	La mission pourra être réalisée depuis le lieu de résidence de l'expert(e), avec des déplacements ponctuels à Djibouti pour les activités nécessitant une présence sur le terrain. Cette prestation est ouverte à des candidats résidant à Djibouti ou à l'international.
Budget estimé ou durée totale des jours prévus	Montant maximal du contrat = 50 000€

2. Contexte

2.1 Contexte général

Djibouti, pays de 1,1 million d'habitants situé sur le détroit de Bab-el-Mandeb, joue un rôle stratégique comme hub commercial, logistique et numérique dans la Corne de l'Afrique. Le pays a investi massivement dans les infrastructures portuaires et numériques, notamment les câbles sous-marins et les datacenters, renforçant sa connectivité régionale et sa position de hub technologique.

La transformation numérique est au cœur de la stratégie nationale, avec le programme Djibouti Smart Nation, la création d'institutions clés telles que l'Agence Nationale des Systèmes d'Information de l'État (ANSIE) et le Ministère délégué chargé de l'Économie numérique et de l'Innovation (MDENI), et l'adoption du Code du numérique pour sécuriser les investissements et encourager l'entrepreneuriat digital. Ces initiatives visent à stimuler l'économie numérique, moderniser les services et renforcer la compétitivité du pays à l'échelle régionale.

Malgré ces progrès, l'accès aux compétences numériques et à la formation professionnelle reste limité, en particulier pour les jeunes et les femmes, freinant l'insertion professionnelle et le développement d'un écosystème entrepreneurial inclusif et résilient. Le projet E-Skills s'inscrit dans ce contexte pour soutenir la formation, l'insertion professionnelle et l'autonomisation économique, tout en contribuant à la consolidation de Djibouti comme hub numérique régional.

2.2 Présentation du Projet E–SKILLS

Le Projet E–SKILLS vise à contribuer à l'inclusion numérique et à la croissance économique durable de Djibouti en renforçant les compétences des jeunes, des femmes et des professionnels, tout en soutenant la création d'un écosystème numérique et entrepreneurial dynamique, inclusif et résilient. D'un montant de 7 M€, il est financé par l'Union européenne pour une durée de 4 ans à compter du 1^{er} novembre 2025.

Le projet poursuit deux objectifs spécifiques :

1. Favoriser l'insertion professionnelle par l'emploi ou l'auto-emploi, grâce à l'accès à la formation et au développement des compétences numériques et entrepreneuriales.
2. Accroître la compétitivité du secteur privé et de l'écosystème numérique, en promouvant l'autonomisation économique des femmes et l'égalité des sexes.

Principaux résultats attendus :

- Mise en place d'une école 42 à Djibouti : une école d'excellence en formation numérique ouverte à tous, qui formera gratuitement les jeunes aux métiers du numérique selon la pédagogie innovante du réseau international 42 ;

- Création de Maisons du numérique dans les principales régions du pays, afin d'offrir un accès de proximité à des formations de base, à l'entrepreneuriat numérique et à des services favorisant l'inclusion sociale et économique ;
- Développement d'un dialogue public-privé pour renforcer l'employabilité des jeunes et faciliter leur insertion sur le marché du travail ;
- Renforcement de l'offre de formation de la Chambre de Commerce de Djibouti (CCD) à travers la mise en place d'une plateforme e-learning et de modules adaptés aux besoins des entreprises ;
- Appui au Centre de Ressources et de Compétences (CRC) pour moderniser les formations dans le secteur du transport-logistique, notamment par la création de nouveaux modules numériques et la mise à niveau des équipements.

Le projet s'appuie sur un large partenariat national. Parmi les principaux acteurs figurent : le Ministère délégué chargé de l'Économie numérique et de l'Innovation (MDENI), la Chambre de Commerce de Djibouti (CCD), l'Association Djibouti Code Campus (DCC), le Centre de Leadership et de l'Entrepreneuriat (CLE) ainsi que le Centre de Ressources et de Compétences (CRC).

Sur le plan du suivi, évaluation, redevabilité et apprentissage (SERA), le projet prévoit l'élaboration d'un plan SERA dès la phase de lancement afin d'assurer un suivi rigoureux et une capitalisation des apprentissages.

En complément, trois exercices clés seront réalisés :

- Étude de référence (*baseline*) : pour définir les valeurs initiales et les cibles de chaque indicateur.
- Évaluation à mi-parcours : pour identifier les ajustements nécessaires et, le cas échéant, proposer des réallocations budgétaires.
- Évaluation finale : pour mesurer les résultats atteints et formuler des recommandations en vue d'une éventuelle suite du projet.

3. Objectifs et résultats attendus

a. Objectifs de la mission

L'objectif général de la mission est de concevoir, mettre en œuvre et opérationnaliser le dispositif SERA du projet E-SKILLS afin de mesurer les résultats qualitatifs et quantitatifs des actions de renforcement de compétences, et d'appuyer la prise de décision stratégique et opérationnelle tout au long du cycle du projet.

La mission poursuivra les objectifs spécifiques suivants :

- Développer, mettre en place et opérationnaliser le plan SERA du projet, conformément à la politique de l'Agence ;
- Appuyer la mise en œuvre du plan SERA en accompagnant l'équipe projet et les parties prenantes dans la production et l'analyse des données, afin d'éclairer la prise de décision, de renforcer la redevabilité et de favoriser l'intégration des enseignements dans la gestion du projet ;
- Apporter un appui technique à la préparation et au suivi des évaluations intermédiaire et finale ;
- Accompagner les exercices d'apprentissage et la production de supports ou travaux de capitalisation issus de la mise en œuvre du plan SERA, afin de valoriser les enseignements tirés du projet.

Le dispositif SERA doit permettre la collecte, le traitement et l'analyse systématique des données, tout en assurant un lien continu entre le suivi des performances, l'apprentissage collectif (interne et avec les partenaires) et la redevabilité envers les parties prenantes.

b. Résultats attendus

À l'issue de la mission, et tout au long du cycle du projet, les résultats suivants sont attendus :

- Un plan SERA, conforme aux standards qualité d'EF et du bailleur, est développé et opérationnel ;

- Les données sur les activités et résultats sont collectées, consolidées, analysées et partagées de manière fiable et en temps utile ;
- L'équipe projet EF et les parties prenantes sont accompagnées dans l'utilisation des outils, facilitant l'appropriation du dispositif SERA ;
- Les évaluations intermédiaire et finale sont préparées et conduites selon des méthodologies solides, produisant des résultats fiables et exploitables ;
- Les enseignements tirés de la mise en œuvre du projet sont documentés et valorisés à travers des activités de capitalisation et de diffusion des connaissances.

Ainsi, le dispositif SERA du projet permettra à l'équipe projet EF de :

- Réorienter les actions de manière réactive selon les risques, le contexte et les enseignements tirés ;
- Suivre et rendre compte des performances et des effets du projet.

4. Descriptif de la prestation

Phase 1 – Lancement du projet

Appui à la structuration du cadre SERA et à la mise en place du dispositif de suivi-évaluation

Objectif : doter le projet d'un cadre SERA robuste, cohérent et opérationnel dès le lancement.

Prestations attendues :

- Réviser et affiner, de manière participative avec les parties prenantes, la théorie du changement et le cadre logique du projet, en intégrant les enseignements du contexte et les besoins des partenaires nationaux et bénéficiaires ;
- Identifier et valider les indicateurs clés (court, moyen et long terme), leurs sources de vérification, leurs valeurs de référence (baseline) et les cibles ;
- Élaborer le plan SERA du projet, conformément à la politique de SERA de l'Agence ;
- Concevoir et piloter la collecte de données de référence (baseline) pour tous les indicateurs du cadre logique ;
- Mettre en place le dispositif de collecte, gestion et visualisation des données, incluant les outils de suivi et, si pertinent, un tableau de bord (Power BI ou équivalent, Excel avancé, etc.) ;
- Former et accompagner les équipes du projet et les partenaires à l'utilisation des outils et procédures SERA.

Phase 2 – Mise en œuvre du projet et évaluation finale

Appui ponctuel au suivi, à la capitalisation et au reporting

Objectif : garantir un SERA continu, pertinent et utile à la prise de décision tout au long de la mise en œuvre.

Prestations attendues :

- Appuyer la mise en œuvre du plan SERA ;
- Suivre la mise à jour régulière des indicateurs, analyser les tendances et proposer des ajustements méthodologiques ou programmatiques ;
- Contribuer aux exercices de revue semestrielle et présentations des comités de pilotage/suivi avec l'équipe projet, en identifiant les progrès, les contraintes et les besoins d'ajustement ;
- Assurer la qualité et la conformité des données : estimer la fiabilité des indicateurs et, le cas échéant, documenter la conformité RGPD (accès aux droits, sécurité des données) ;
- Travailler en étroite coordination avec le/la Chef.fe de projet et son adjoint(e) pour garantir la bonne utilisation des outils de SERA dans les rapports internes et externes ;
- Partager les analyses et conclusions issues du suivi, formuler des recommandations et en suivre la mise en œuvre ;
- Actualiser le dispositif de suivi-évaluation et les outils de collecte et de suivi au gré de l'évolution du projet, si nécessaire ;

- Appuyer le cadrage et l'animation d'ateliers de capitalisation, dégager les bonnes pratiques et leçons apprises pour le rapport final, et favoriser la diffusion et la valorisation des connaissances auprès des publics cibles.

Appui à la préparation, à la conduite et à l'exploitation des évaluations intermédiaire et finale

Objectif : garantir la qualité méthodologique, la cohérence et l'utilité des évaluations du projet.

Prestations attendues :

- Fournir un appui technique au/à la Chef.fe de projet et son adjoint(e) à la préparation des cahiers des charges pour identifier les prestataires externes en charge de réaliser les évaluations intermédiaire et finale, notamment sur la formulation des questions évaluatives adaptées aux objectifs du projet, la méthodologie et les outils de collecte proposés, les critères d'évaluation et le plan d'analyse, etc. ;
- Participer à l'analyse technique des offres reçues et, le cas échéant, à l'accompagnement des experts sélectionnés ;
- Appuyer le suivi des évaluations, l'analyse critique des résultats et la formulation de recommandations exploitables.

Le périmètre de l'étude et la méthodologie de mise en œuvre seront précisés conjointement avec l'expert(e) lors de la phase de cadrage.

5. Livrables attendus

Phase 1 – Lancement du projet

- Théorie du changement détaillée, validée de manière participative avec les parties prenantes ;
- Plan de SERA, comprenant :
 - o Le cadre logique révisé, avec valeurs de référence (*baseline*) et les cibles pour chaque indicateur ;
 - o La liste des indicateurs avec définitions, méthode de calcul, désagrégrations, sources de vérification (moyens d'accès, fiabilité, limites, fréquence, méthodologie et responsabilités ;
 - o Le flux de données et le processus de gestion des données (collecte, consolidation, traitement et analyse, visualisation, stockage, diffusion, mécanismes de contrôle de la qualité des données, etc.) ;
 - o Les procédures de contrôle qualité, d'archivage, de confidentialité et de protection des données (conformité RGPD) ;
 - o Le dispositif d'apprentissage (ateliers de capitalisation, analyses de bonnes pratiques, etc.) ;
 - o Le plan d'action détaillant les activités clés du dispositif SERA, le calendrier, le budget, les rôles et responsabilités ;
 - o Un support de formation sur le dispositif SERA pour les parties-prenantes.
- Outils SERA opérationnels :
 - o Outils de collecte, de consolidation et d'analyse de données (questionnaires, bases de données, canevas Excel, etc.) ;
 - o Outils de visualisation et de reporting (Power BI/tableau de bord ou équivalent, etc.).

Phase 2 – Mise en œuvre du projet et évaluation finale

Appui ponctuel au suivi, à la capitalisation et au reporting

- Rapports **trimestriels**, contenant notamment :
 - o État d'avancement des activités prévues vs réalisées ;
 - o Actualisation et analyse des indicateurs clés ;
 - o Synthèse des tendances et points clés ;
 - o Identification des écarts et difficultés ;
 - o Recommandations concrètes pour le trimestre suivant.
- Supports visuels pour reporting **annuel**, contenant notamment :
 - o Synthèse des activités et résultats sur l'année ;

- Leçons apprises et bonnes pratiques ;
- Présentation visuelle adaptée pour partenaires et comités (tableaux, graphiques, slides PPT).
- Rapport **final** consolidé, contenant notamment :
 - Synthèse des résultats et effets du projet ;
 - Leçons apprises et bonnes pratiques issues de la mise en œuvre ;
 - Recommandations pour projets similaires ;
 - Supports visuels et synthèses pour diffusion interne/externe.

Appui à la préparation, à la conduite et à l'exploitation des évaluations intermédiaire et finale

- Cahiers des charges techniques pour les évaluations, contenant notamment :
 - Questions évaluatives adaptées aux objectifs du projet et critères d'évaluation associés ;
 - Méthodologie et outils/protocoles de collecte proposés.
- Grille d'analyse technique des offres reçues :
 - Évaluation méthodologique et pertinence des propositions ;
 - Points forts, points faibles et recommandations pour la sélection.
- Commentaires et retours sur les drafts de rapports d'évaluation, contenant notamment :
 - Vérification de la cohérence méthodologique et logique des analyses ;
 - Identification de points à clarifier ou compléter ;
 - Suggestions pour améliorer la lisibilité et l'utilité des résultats pour les parties prenantes.

Livrables transversaux/ad hoc : produits tout au long de la mission pour répondre aux besoins d'Expertise France, ils incluent notes techniques, documents de travail, supports ponctuels et évolutifs (notamment supports de formation), plan de suivi-évaluation et outils actualisés ainsi que tout autre livrable nécessaire pour appuyer le suivi, la capitalisation et la valorisation de la mission.

Des échanges auront lieu tout au long de la mission afin de préciser la structure, le contenu et le format des livrables.

6. Méthodologie et coordination

c. Dispositif de coordination

L'expert(e) travaillera sous la supervision du/de la Chef(fe) de projet adjoint(e) E-Skills. Il/elle sera en contact régulier avec l'équipe projet, tant sur le terrain qu'au siège, et en lien avec la coordinatrice et la chargée SERA du siège d'Expertise France, afin d'assurer la cohérence de la mission avec la politique SERA et les standards méthodologiques d'Expertise France. Il/elle collaborera étroitement avec l'expert(e) genre mobilisé(e) lors de la phase de lancement, pour intégrer au dispositif SERA des indicateurs sensibles au genre, des données désagrégées par sexe ainsi que des outils de collecte adaptés.

L'expert(e) travaillera également en étroite synergie avec les partenaires nationaux impliqués dans la mise en œuvre du projet (MDENI, CCD, Association DCC).

Cette coordination continue garantira :

- Une compréhension commune des objectifs et attentes de la mission ;
- Une circulation fluide de l'information entre les parties prenantes ;
- Une appropriation progressive du dispositif SERA par les acteurs du projet.

Des points d'avancement réguliers seront organisés (réunions en ligne ou en présentiel) pour valider les livrables intermédiaires et ajuster la méthodologie si nécessaire.

d. Cadrage méthodologique

Une réunion de cadrage entre l'expert(e) et l'équipe projet (siège et terrain) sera organisée par Expertise France au lancement de la mission. Cette séance permettra de :

- Préciser les documents de référence et exigences de la politique SERA d'Expertise France ;

- Valider la compréhension et l'approche méthodologique proposée par l'expert(e) ;
- Clarifier le programme prévisionnel et les rencontres envisagées avec les partenaires.

Cette étape garantira un alignement complet entre l'expert(e) et l'équipe projet avant le démarrage effectif des activités.

e. Modalités d'intervention et missions terrain

L'expert(e) sera mobilisé(e) sous forme de missions perlées selon les besoins d'appui, pendant toute la durée de mise en œuvre du projet.

La mission de l'expert(e) combinera un travail à distance (analyse documentaire, conception des outils, élaboration du plan SERA) et des missions de terrain à Djibouti.

Une première mission terrain est prévue lors de la phase de lancement du projet (phase 1 – cf. supra) pour structurer le cadre SERA. D'autres missions ponctuelles seront planifiées au cours du projet, selon les besoins identifiés (appui au suivi, préparation des évaluations, ateliers de capitalisation, etc.).

f. Calendrier

L'expert(e) SERA interviendra de manière perlée tout au long du projet (4 ans), avec une mobilisation intensive sur les six premiers mois (phase de lancement), puis des appuis ponctuels pendant la mise en œuvre, lors des évaluations intermédiaires et finales et pour la capitalisation.

7. Profil souhaité

L'Expert(e) aura le profil suivant :

1. Formation et compétences académiques

- Diplôme universitaire de niveau Master ou équivalent dans un domaine pertinent : sciences politiques ou sociales, coopération internationale, gestion de projets, statistiques appliquées, suivi-évaluation-redevabilité-apprentissage, développement international ou tout autre domaine connexe ;
- Maîtrise parfaite du français, à l'oral et à l'écrit ;
- Excellentes compétences en rédaction de rapports et en communication professionnelle.

2. Compétences techniques

- Maîtrise des outils et pratiques de gestion de projet : théorie du changement, cadre logique, planification, suivi et reporting ;
- Bonne connaissance des pratiques des bailleurs de fonds, notamment de l'Union européenne ;
- Compréhension approfondie des standards de qualité des programmes et des cadres de suivi-évaluation (y compris OCDE/DAC) ;
- Expertise dans la conception et la mise en œuvre de dispositifs SERA ;
- Maîtrise des méthodes participatives et des outils de collecte de données : Kobo Toolbox, Survey CTO, ODK, etc. ;
- Maîtrise des outils d'analyse et de visualisation de données : Excel avancé, Power BI ou équivalent ;
- Capacité à former et à accompagner les équipes dans l'utilisation des processus et outils SERA ;
- Excellentes compétences en animation de processus participatifs et planification collaborative ;
- Capacité à produire des livrables fiables et pertinents pour la prise de décision opérationnelle et stratégique ;
- Sens de l'organisation, autonomie, initiative et créativité ;
- Bon relationnel, esprit d'équipe et sensibilité culturelle.

3. Expérience professionnelle

- Minimum 5 ans d'expérience confirmée dans le domaine du SERA, au sein d'organisations internationales/ONG, sur le terrain et idéalement en gestion à distance ;
- Expérience démontrée dans la conception et la mise en œuvre de cadres de SERA pour des projets financés par l'Union européenne et/ou autres bailleurs ;

- Expérience dans le SERA de projets liés au numérique, au renforcement des compétences ou à la formation professionnelle ;
- Expérience de travail dans la région de la Corne de l'Afrique appréciée.

Annexe 1 – Matrice du cadre logique

Résultats	Chaîne des résultats	Indicateur	Niveau de référence (valeur et année de référence)	Cible (valeur et année de référence)	Sources des données	Hypothèses
Impact (objectif global)	Contribuer à l'inclusion numérique et au développement économique durable de Djibouti en renforçant les compétences des jeunes et des professionnels, et en favorisant un écosystème numérique et entrepreneurial dynamique, inclusif et résilient.	% des personnes employées ou auto-employées qui travaillent dans le secteur du numérique	tbd	tbd	Données nationales disponibles (INSTAD)	Sans objet au niveau de l'impact
Réalisations (Objectifs spécifiques)	1. Renforcer l'insertion professionnel par l'emploi ou l'auto-emploi en améliorant l'accès à la formation et le développement des compétences numériques et entrepreneuriales du public cible.	1.1 – Nombre d'étudiants inscrits dans les parcours de formations créés/renforcés avec l'appui du projet désagregés par structure (école 42, maisons du numérique), genre, âge et statut socio-économique	1.1 – N/A	1.1 – tbd	1.2 – BDD des établissements de formation appuyés, registres d'inscription	<ul style="list-style-type: none"> - Les conditions sont réunies pour permettre le lancement d'une école 42 à Djibouti - Des structures existent et les acteurs locaux sont engagés pour la mise en place des Maisons du numérique - Les publics cibles ont une appétence pour les formations dans le domaine du numérique - Existence d'un tissu d'entreprises suffisant et intéressé pour accueillir les étudiants en stage/ mentorat/ placement
		1.2 – % de personnes formées aux compétences numériques déclarant avoir trouvé un emploi ou créé leur entreprise dans leur domaine de formation désagregé par genre, âge, type de formation suivie	1.2 – N/A	1.2 – tbd	1.2 – Enquête d'insertion professionnelle	

<i>Résultats</i>	<i>Chaîne des résultats</i>	<i>Indicateur</i>	<i>Niveau de référence (valeur et année de référence)</i>	<i>Cible (valeur et année de référence)</i>	<i>Sources des données</i>	<i>Hypothèses</i>
		1.3 – % d'étudiants dans les établissements de formation appuyés inscrits dans des programmes de stage/mentorat/placement, désagrégué par genre, par type de programme et par établissement de formation	1.3 – N/A	1.3– tbd	1.3 – Conventions partenariats avec les entreprises	<ul style="list-style-type: none"> - Les femmes et les publics vulnérables sont informés de l'opportunité et les moyens sont mis en œuvre pour leur permettre de suivre les formations - Les personnes formées ont un intérêt à trouver un emploi ou à créer leur entreprise dans leur domaine
	2. Accroître la compétitive du secteur privé et de l'écosystème numérique en facilitant l'acquisition et l'intégration des compétences numériques, tout en promouvant l'autonomisation économique des femmes et l'égalité des sexes.	2.1 – % d'entreprises ayant adopté au moins une solution ou pratique numérique dans leurs activités après formation ou accompagnement, avec distinction des entreprises dirigées par des femmes	2.1 – N/A	2.1 – tbd	2.1 – Enquête ou suivi post-formation 6–12 mois après l'intervention	<ul style="list-style-type: none"> - Les entreprises du secteur privé reconnaissent l'importance des compétences numériques et sont disposées à investir du temps et des ressources pour leur acquisition. - Les publics cibles ont une appétence pour les formations dans le domaine du numérique
		2.2 – % de personnes formées aux compétences numériques par le CRC insérées professionnellement dans leur domaine de formation désagrégué par genre, âge, type de formation suivie	2.2 – N/A	2.2 – tbd	2.2 – Enquête d'insertion professionnelle conduite par le CRC	<ul style="list-style-type: none"> - Il existe une offre suffisante pour permettre aux personnes formées de s'insérer professionnellement dans leur domaine de formation - Le contexte économique et politique reste stable

<i>Résultats</i>	<i>Chaîne des résultats</i>	<i>Indicateur</i>	<i>Niveau de référence (valeur et année de référence)</i>	<i>Cible (valeur et année de référence)</i>	<i>Sources des données</i>	<i>Hypothèses</i>
<i>Produits</i>	1.1 Une offre de formation professionnelle inclusive aux compétences numériques est disponible à travers le Djibouti Code Campus (École 42)	1.1.1. Nombre de contrats signés avec la structure mère école 42	1.1.1. 0	1.1.1. 1	1.1.1. Contrat	Les conditions matérielles et financières sont réunies pour permettre le lancement et la pérennisation de l'École 42 à Djibouti
		1.1.2. Nombre de personnels de l'association Djibouti Code Campus accompagnés par le projet (formés, coachés ou encadrés) pour la mise en œuvre de l'École 42, désagrégué par genre	1.1.2. 0	1.1.2. 5	1.1.2. Rapports techniques	
	1.2 Les jeunes, les futurs entrepreneurs et les publics cibles bénéficient d'actions ciblées visant à développer leurs compétences numériques de base et entrepreneuriales	1.2.1. Nombre de parcours de formation dédiés aux femmes créés avec l'appui du projet	1.3.1. 0	1.3.1. N/A	1.3.1. Curricula des parcours de formation	<ul style="list-style-type: none"> - Les institutions ont accès à des équipements et logiciels numériques pour mettre en œuvre les formations. - Les publics cibles et en particulier les femmes ont une appétence pour les formations dans le domaine du numérique - Les femmes et les publics vulnérables sont informés de l'opportunité et les moyens sont mis en œuvre pour leur permettre de suivre les formations
		1.2.2. Nombre de personnes participants aux actions de sensibilisation et de formation mis en place avec l'appui du projet, désagrégué par genre, âge et statut socio-économique	1.3.2. 0	1.3.2. tbd	1.3.1. Listes de présence	

<i>Résultats</i>	<i>Chaîne des résultats</i>	<i>Indicateur</i>	<i>Niveau de référence (valeur et année de référence)</i>	<i>Cible (valeur et année de référence)</i>	<i>Sources des données</i>	<i>Hypothèses</i>
	2.1 Un dialogue public-privé est mis en place pour développer les compétences numériques, l'employabilité et l'insertion professionnelle des jeunes, notamment des femmes	2.1.1. Nombre d'étude réalisée sur les opportunités pour l'insertion des jeunes par le numérique	2.1.1. 0	2.1.1.	2.1.1. Rapport d'étude	- Les acteurs publics et privés sont disposés à collaborer pour le développement des compétences numériques
		2.1.2. Nombre d'événements (ateliers, conférences, forum, salons...) organisés dans le cadre des partenariats	2.1.2. 0	2.1.2. tbd	2.1.3. Rapports des événements, listes de participants, publications et articles de presse	- Il existe un intérêt et une participation active des entreprises, institutions et bénéficiaires cibles. - Les conditions sont réunies pour l'organisation des événements
	2.2 L'offre de formations numériques de la Chambre de Commerce de Djibouti est renforcée	2.2.1. Nombre de formations renforcées ou créées avec l'appui du projet, désagrégé par secteur	2.2.1.	2.2.1.	2.2.1.	- Disponibilité des équipements et matériels pour garantir les conditions de formation - Le personnel est disponible et motivé pour travailler au développement des formations
		2.2.2. Nombre de personnels de la CCD ayant bénéficié d'un renforcement de capacités dans le cadre du projet, désagrégé par genre	2.2.2.	2.2.2.	2.2.2.	- Les entreprises du secteur privé sont motivées et prêtes à suivre des formations numériques
		2.2.3. Nombre d'entreprises du secteur privé ayant participé à des sessions de formation ou de renforcement en compétences numériques désagrégé par genre et par sujet de formation	2.2.3.	2.2.3.	2.2.3.	- L'accès aux outils numériques et à Internet est suffisant pour permettre une présence en ligne accrue. - Les conditions sont réunies pour organiser des formations et ateliers dans les maisons du numérique

<i>Résultats</i>	<i>Chaîne des résultats</i>	<i>Indicateur</i>	<i>Niveau de référence (valeur et année de référence)</i>	<i>Cible (valeur et année de référence)</i>	<i>Sources des données</i>	<i>Hypothèses</i>
	2.3 L'offre de formations numériques du Centre de Ressources et de Compétences est renforcée pour le secteur du transport-logistique	2.3.1. Nombre de formations renforcées ou créées avec l'appui du projet, désagrégé par secteur	2.3.1. 0	2.3.1. tbd	2.3.1. Programmes de formation	<ul style="list-style-type: none"> - Disponibilité des équipements et matériels pour garantir les conditions de formation - Le personnel est disponible et motivé pour renforcer leurs capacités
		2.3.2. Nombre de personnels du CRC ayant bénéficié d'un renforcement de capacités [type de renforcement à préciser en phase de lancement] dans le cadre du projet, désagrégé par sujet, et par genre	2.3.2. 0	2.3.2. tbd	2.3.2. Rapport technique ; liste de présence si formations	